

Chemin miné vers le cessez-le-feu à Gaza

L'accord conclu entre Israël et le Hamas organise le cessez-le-feu et la libération des otages détenus à Gaza. Sa mise en œuvre, espérée dimanche, s'annonce fragile.

En une poignée d'heures, le Proche-Orient a rappelé son imprévisibilité. Mercredi, des scènes de liesse éclatent dans la bande de Gaza, des manifestants israéliens fondent en larmes à Tel-Aviv à l'annonce d'un accord de cessez-le-feu entre Israël et le Hamas et de la libération des otages, après quinze mois de guerre atroce. À l'issue d'un jeudi de tensions, au cours duquel les autorités israéliennes ont accusé le Hamas de revenir sur certains points et que celui-ci a prévenu que la poursuite des bombardements meurtriers sur Gaza mettrait les otages en danger, le premier ministre Benjamin Netanyahu a tranché. Son cabinet votera demain.

« Des ajustements sur les exigences maximalistes se sont produits »

En l'état, l'accord conclu sous l'égide de l'Égypte, du Qatar et des États-Unis doit entrer en vigueur ce dimanche 19 janvier. Il ouvrirait quarante-deux jours de cessez-le-feu.

« Les paramètres de l'accord sont peu ou prou ceux de mai 2024, déterminés par Joe Biden. Des ajustements sur les exigences maximalistes se sont produits avec l'arrivée prochaine de Donald Trump à la Maison-Blanche, qui pèse de tout son poids, analyse David Rigoulet-Roze, rédacteur en chef de la revue *Orients Stratégiques*, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas) et chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris). Le Hamas a accepté de changer parce qu'il est laminé militairement, qu'il essaye de survivre politiquement, alors que la solidarité des autres proxys (le Hezbollah et l'Iran) n'existe plus, hors Houthis au Yémen. »

Concrètement, sa première phase doit conduire à la libération de 33 otages retenus dans l'enclave gazaouie. En contrepartie, plusieurs centaines de prisonniers palestiniens devraient être libérés, l'armée israélienne se retirerait des zones densément peuplées de la bande de Gaza pour se repositionner en bordure du territoire palestinien. Jusqu'à 600 camions d'aide humanitaire pourraient y entrer quotidiennement. « Nous avons 80.000 t de nourriture qui



Donald Trump a fait pression pour que Benjamin Netanyahu approuve l'accord. (Photo AFP)

attendent. Le cessez-le-feu apporte de l'espoir, mais les équipes humanitaires ont besoin d'une totale liberté de mouvement », a fait savoir le Programme alimentaire mondial, une agence de l'Onu, sur le réseau social X. L'enchaînement vers les deuxième et troisième phases de l'accord est conditionné au bon déroulement de ces six premières semaines. Les derniers otages devraient être rendus à Israël et de nouveaux prisonniers palestiniens libérés. Enfin, les tâches titanesques de reconstruction et de gouvernance de Gaza seront sur la table.

« Tout juste une trêve »

L'accord, fruit d'intenses négociations, est éminemment fragile. « Le gouvernement israélien reprendra probablement les frappes sur des objectifs militaires du Hamas à la moindre difficulté d'application ou au moindre blocage », anticipe Pierre

Razoux, directeur académique de la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). « L'accord est sous supervision étroite de Washington. Si le Hamas a des velléités de ne pas en respecter les termes, Mike Waltz, le conseiller sécurité de Trump, a dit qu'il laisserait Israël reprendre la guerre et la soutiendrait », nuance David Rigoulet-Roze. Pas question donc de parler de paix. « Tout juste d'une trêve qui permettra à chacun de préparer la prochaine guerre », anticipe Pierre Razoux.

Donald Trump a été un des premiers à officialiser ce « deal » et est présenté comme un de ses grands artisans. « Benjamin Netanyahu est contraint de prendre en compte de ce qu'il dit, alors qu'il avait écarté Joe Biden. Il a avalisé le processus alors même que dans son cabinet, deux ministres d'extrême droite (Bezalel Smotrich et Itamar

Ben Gvir) veulent en sortir et avaient bloqué tout accord jusqu'à présent », replace David Rigoulet-Roze. Autre facteur qui pourrait avoir poussé Netanyahu à signer l'accord, « la menace iranienne », insiste David Rigoulet-Roze. « Netanyahu sait qu'il va avoir absolument besoin de Trump sur ce dossier central. »

Éventuelles concessions sur les colonies

Pour autant, cet accord a ses défenseurs. « Il satisfait l'immense majorité de la population israélienne, qui attend avec impatience la libération des otages [...] à l'exclusion de l'extrême droite sioniste religieuse et des faucons jusqu'au-boutistes de l'establishment militaire », estime Pierre Razoux.

Sa portée va sans doute dépasser la seule guerre entre le Hamas et l'armée israélienne. « Il y a potentiellement – et c'est peut-être ce que Netanyahu va « vendre » à ses ministres –, l'idée que certaines colonies pourraient être validées, par la nouvelle administration (américaine), en Cisjordanie », pronostique David Rigoulet-Roze. Auquel cas, « cela pousserait de nombreux Palestiniens à fuir en Jordanie, déstabilisant ainsi ce pays », avance Pierre Razoux. Une perspective qui raviverait les flammes d'un conflit qui dure depuis des décennies.

Léo Humbert

» édito

Responsables



Par Matthieu Le Gall

Vendredi 10 janvier, cinq jours avant l'annonce d'un accord de cessez-le-feu à Gaza, l'envoyé spécial de Donald Trump dans la région appelle le cabinet de Benjamin Netanyahu. Steve Witkoff veut rencontrer le premier ministre israélien dès le lendemain. Impossible avant la fin du shabbat, lui répond-on. La colère de l'Américain, note le journal israélien Haaretz qui rapporte la séquence, aurait forcé Benjamin Netanyahu à revoir ses plans et accepter, in fine, l'accord proposé. Pour le président du Likoud, il est en effet plus facile de dire non à Joe Biden qu'à Donald Trump, affirment ceux qui voient dans l'élection du Républicain une clé pour comprendre l'avènement d'un fragile cessez-le-feu. Fixé sur le renforcement des accords d'Abraham, Donald Trump ne voulait pas, à l'aube d'un nouveau mandat, être empêché par une interminable guerre au Proche-Orient. Mais la majorité des négociations ont bien été menées par l'administration démocrate, rétorquent de nombreux observateurs. Cette guerre, effroyable, n'a aucun vainqueur. Sur l'essentiel, l'accord entre Israël et le Hamas annoncé mercredi est identique à celui que Joe Biden brandissait il y a six mois, preuve d'un immense gâchis dont la responsabilité repose en partie sur Washington. Pourquoi une telle perte de temps? C'est cette question qu'il faut aujourd'hui poser, comme celle de l'équilibre des forces dans la région. L'hyper-proximité de Donald Trump avec l'État hébreu laisse en effet sceptique sur la capacité de l'allié américain à contraindre Israël, tant sur les engagements de l'accord que la colonisation.

aujourd'hui

- > Visite du président Emmanuel Macron au Liban.
- > Réunion du premier ministre François Bayrou avec les partenaires sociaux sur le dossier des retraites.
- > 50^e anniversaire de la loi Veil autorisant l'IVG.
- > Allemagne: parti du chancelier Olaf Scholz, le SPD lance sa campagne électorale.

sur lanr.fr

Cryptomonnaies : en Haute-Vienne, des victimes ont perdu jusqu'à 170.000 €